Appel des travailleur·euses de la culture à construire la grève générale à partir du 5 novembre

Depuis début septembre, les mobilisations sociales s'enchaînent et convergent (jeunesse, fonction publique, salarié·es, indépendant·es, sans emploi, retraité·es), avec des points d'orgue les 17 et 24 octobre où plus de 800.000 personnes se sont mobilisées dans nos rues, entraînées par la détermination du mouvement des lycéen·nes et des étudiant·es, et ce malgré la violence décomplexée et assumée des forces de l'ordre et du gouvernement.

Si ce mouvement reste le moteur du soulèvement qui traverse en ce moment notre pays, et que leurs revendications doivent rester la tête de proue de la mobilisation, il est indispensable que nous, travailleur·euses de tous les secteurs de la culture, prenions un engagement plein et entier dans ce mouvement.

Les réponses du pouvoir, de jour en jour éludent les revendications du mouvement social et se font de plus en plus autoritaires et liberticides : couvre-feux, interpellations en masse, condamnations judiciaires disproportionnées, utilisation d'armes de guerre et de l'armée sur la population, interdictions de manifester, complicité avec des milices fascistes, menace sur les réseaux sociaux et l'ensemble des libertés publiques.

Dans le même temps, une partie des médias de masse contribue à banaliser les discours de l'extrême droite. En relayant ses thèmes et ses obsessions au détriment des revendications sociales, ils portent une lourde responsabilité quant à la diffusion des idées xénophobes et racistes et la progression des violences qui ont conduit à l'attentat raciste à Trappes.

Aussi, nous appelons tou·tes les travailleur·euses des métiers des arts et de la culture à se mobiliser dès le 5 novembre afin de construire, ensemble et sur la durée, une grève générale de notre secteur.

Nos lieux de travail sont des espaces de découverte, de divertissement et d'émancipation, ils doivent être aussi des lieux de lutte et de résistance.
On tend à croire que la grève dans la culture est impossible et surtout inutile.
Nous pouvons faire grève, nous pouvons multiplier les actions et bloquer l'économie, nous pouvons lutter, et cela compte !
Qu'il s'agisse des monuments, des musées, des expositions, des bibliothèques, des librairies, des théâtres, des tournages, des cinémas, des salles de concerts, des festivals… la culture est un moteur économique majeur, direct et indirect, sur tout le territoire. La grève et la cessation concertée de notre travail a donc un impact certain sur l'économie et nous avons notre part à prendre dans cette lutte interprofessionnelle.

La culture est autant une source de découverte et d'enrichissement qu'elle est un outil de pensée et de construction d'imaginaires et d'alternatives.
Nous refusons que notre secteur cède au projet de fascisation des pensées et à la mainmise des milliardaires, tel que Vincent Bolloré, qui construit un monopole sur la production et la distribution cinématographique, l'édition, la diffusion de la presse, la télévision…

Le patronat de notre pays veut continuer à orienter, à user et à consommer le fruit de notre travail, en nous contraignant dans la précarité. La suppression de la contribution à l'audiovisuel public, la baisse continue du financement des services publics de la culture et de tout l'écosystème culturel (associations, compagnies, théâtres, lieux d'enseignement artistique, centres d'art et musées, monuments, archives, bibliothèques), les menaces répétées du Medef et du patronat contre le régime spécifique d'assurance chômage des intermittent·es du spectacle, les nouvelles coupes budgétaires inacceptables qui se profilent pour l'année 2027, la volonté affichée du ministère de la Culture d'empêcher l'organisation légitime d'élections professionnelles pour les artistes-auteur·rices…
Les attaques se suivent et s'accumulent depuis des années.

Nous devons lutter, et nous avons les outils pour le faire :

- Refuser ce budget assassin envers le service public, qui continue à nous enfoncer dans la précarité et la peur, pour entraîner notre paralysie.
- Réinvestir nos lieux de travail, COLLECTIVEMENT et SYNDICALEMENT. Trop de nos collègues, dans le public comme dans le privé, ignorent leurs droits et leurs capacités à se mettre en grèves. Déplaçons-nous dans ces lieux pour y rappeler nos droits et les encourager.
- Les caisses de solidarité existent ! Nous pouvons les alimenter et les utiliser. Nous devons rappeler à nos collègues, pour qui la grève reconductible peut s'avérer très difficile, que cette solidarité existe.
- Nos lieux de travail peuvent aussi servir de point de rassemblement pour la lutte. Nous avons constaté que des professeur·es briseur·euses de grève avaient utilisé certains lieux culturels pour faire cours. Inversons cette tendance et ouvrons nos lieux pour les assemblées générales des lycéen·nes, des étudiant·es et des travailleur·euses : qu'elles deviennent les bases arrière d'organisation de la lutte !
- Lutter contre l'extrême droite qui ne cesse d'étendre son pouvoir et sa menace, en travaillant collectivement pour nous opposer aux récits qu'elle tente de mettre en place.

Nous sommes conscient·es que dans nos professions, l'isolement politique et la précarité ne permettent pas à tout le monde de se mettre en grève.
Cet appel nous enjoint tou·tes à nous organiser et à nous entraider.
Nous invitons l'ensemble des travailleur·euses de la culture à rejoindre les lieux de lutte et les grévistes, les AG, et les actions.
Une grève se construit aussi avec l'appui du soutien collectif.
Nous communiquerons bientôt les lieux et les événements.

Agent·es du ministère de la Culture et des collectivités,
salarié·es permanent·es et intermittent·es du spectacle,
artistes, auteur·ices, précaires,
nous sommes des travailleuses et des travailleurs !
Nous croyons aux services publics !
Nous voulons vivre dignement de nos métiers !
Tou·tes ensemble dans la lutte interprofessionnelle et avec la jeunesse déterminée !

Le 5 novembre et au-delà, nous sommes en grève !

Paris, le 30 octobre 2026